



care®

Relever le défi
des violences basées sur
le genre dans le monde:
L'impact des programmes
menés par CARE

Stratégies, résultats et évaluation de l'impact
Période 2011-2013

Vision de CARE

Nous voulons bâtir un monde d'espoir, de tolérance et de justice sociale, où la pauvreté est vaincue et dans lequel les gens vivent dans la dignité et la sécurité. CARE est une force globale et un partenaire de référence au sein du mouvement social mondial qui travaille à l'éradication de la pauvreté. Nous sommes reconnus pour notre engagement.

Portée du travail de CARE en 2013

CARE est une organisation humanitaire qui combat la pauvreté au niveau mondial et apporte une assistance humanitaire en cas d'urgence. Depuis 1945, CARE s'efforce d'améliorer la vie des populations les plus pauvres et les plus exclues dans le monde. En 2013, CARE a mené 927 projets d'aide humanitaire et de développement impliquant 97 millions de personnes dans le monde.

Introduction: Pourquoi ce rapport?

Les violences basées sur le genre (VBG) sont l'un des fléaux les plus répandus dans le monde. Au niveau mondial, une femme sur trois est violée, battue, contrainte à avoir des rapports sexuels ou est victime d'abus au cours de sa vie. Bien que les femmes et les filles soient la cible principale des VBG, les hommes et jeunes garçons peuvent également en être victimes, en particulier si leurs comportements sont perçus comme non conformes aux normes sociales qui s'appliquent aux hommes. Ces abus ont lieu partout dans le monde, dans les familles, les lieux de travail, les écoles ou encore les communautés.

Mettre fin aux VBG implique un changement des plus profonds au niveau social et un engagement de la communauté internationale, des gouvernements, des communautés, des organisations non gouvernementales, des mouvements sociaux et de nombreux autres acteurs. L'expérience de CARE acquise au cours des 20 dernières années de mise en œuvre de programmes de lutte contre les VBG dans le monde entier – tant au travers de projets humanitaires que de projets de développement à long terme – a permis de mettre en lumière l'importance d'un travail à tous les niveaux.

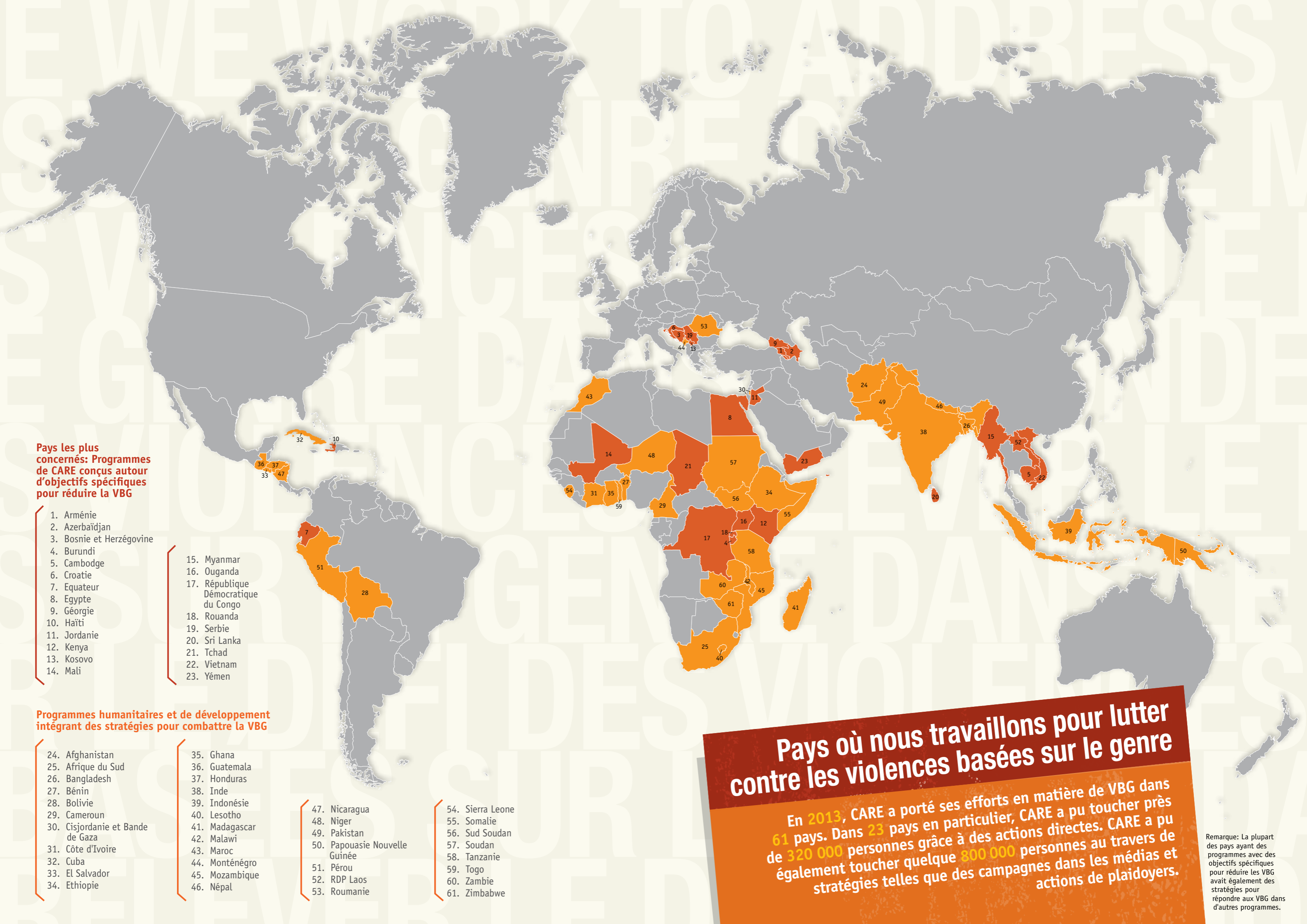
Ce rapport passe en revue le travail mené par CARE pour enrayer les VBG et évalue l'impact des programmes exécutés entre le 1er juillet 2011 et le 30 juin 2013. Parmi les projets qui ont remporté le plus de succès, on doit signaler ceux menés en Afrique sub-saharienne : les équipes ont travaillé en particulier au Burundi et en Ouganda pour traiter la violence dans les familles, pour encourager les hommes et les jeunes garçons à devenir les « champions du changement » et pour mobiliser l'action communautaire autour de la lutte contre les VBG. Au Bénin, en Zambie et à la République Démocratique du Congo, CARE et ses partenaires ont appuyé des services de prise en charge pour les victimes de VBG et ont travaillé au sein de réseaux et coalitions afin de plaider en faveur d'un changement de politique, aligné sur les accords internationaux signés pour lutter contre ce fléau. Durant l'année fiscale 2013, ces programmes ont touché plus de 1,1 million de personnes.

Pourquoi ce rapport? Mesurer les résultats des programmes qui s'attaquent aux VBG pose des défis nombreux et bien connus. CARE espère, avec cette publication, contribuer à trouver des solutions et de nouveaux moyens pour obtenir des données plus précises sur les approches qui ont le plus succès dans la lutte contre les VBG. Cet exposé aidera également à mieux cerner les défis et les réussites, car les leçons tirées des expériences sont une étape essentielle pour travailler plus efficacement et mettre fin aux VBG, objectif que nous espérons atteindre grâce à l'action de CARE.

Le but de ce rapport est aussi de mieux rendre compte du travail de CARE auprès des gouvernements et de la société civile, sur la base des résultats obtenus par nos programmes. Nous sommes convaincus de l'importance de communiquer de façon transparente autant sur nos succès que sur nos limites. Nous pensons que cette transparence renforcera notre légitimité et pertinence, et finalement améliorera la qualité et l'impact de notre travail à l'avenir. Et c'est essentiel étant donné l'ampleur des VBG.

Nous partagerons ce rapport avec les gouvernements, ONG, communautés, universités, activistes afin de nourrir les débats et mieux travailler ensemble pour mettre fin aux VBG. Nous espérons également que ce rapport encouragera les discussions sur la meilleure façon de mesurer l'impact des initiatives appuyées par les ONG et encouragera une plus grande redevabilité. Le changement que nous recherchons ne sera possible qu'à travers une plus grande ouverture, responsabilité et dialogue entre parties prenantes. C'est là notre engagement.

*Sofia Sprechmann
Directrice Programme
CARE International*



Pays les plus concernés: Programmes de CARE conçus autour d'objectifs spécifiques pour réduire la VBG

1. Arménie
2. Azerbaïdjan
3. Bosnie et Herzégovine
4. Burundi
5. Cambodge
6. Croatie
7. Equateur
8. Egypte
9. Géorgie
10. Haïti
11. Jordanie
12. Kenya
13. Kosovo
14. Mali

15. Myanmar
16. Ouganda
17. République Démocratique du Congo
18. Rouanda
19. Serbie
20. Sri Lanka
21. Tchad
22. Vietnam
23. Yémen

Programmes humanitaires et de développement intégrant des stratégies pour combattre la VBG

24. Afghanistan
25. Afrique du Sud
26. Bangladesh
27. Bénin
28. Bolivie
29. Cameroun
30. Cisjordanie et Bande de Gaza
31. Côte d'Ivoire
32. Cuba
33. El Salvador
34. Ethiopie

35. Ghana
36. Guatemala
37. Honduras
38. Inde
39. Indonésie
40. Lesotho
41. Madagascar
42. Malawi
43. Maroc
44. Monténégro
45. Mozambique
46. Népal

47. Nicaragua
48. Niger
49. Pakistan
50. Papouasie Nouvelle Guinée
51. Pérou
52. RDP Laos
53. Roumanie

54. Sierra Leone
55. Somalie
56. Sud Soudan
57. Soudan
58. Tanzanie
59. Togo
60. Zambie
61. Zimbabwe

Pays où nous travaillons pour lutter contre les violences basées sur le genre

En 2013, CARE a porté ses efforts en matière de VBG dans 61 pays. Dans 23 pays en particulier, CARE a pu toucher près de 320 000 personnes grâce à des actions directes. CARE a pu également toucher quelque 800 000 personnes au travers de stratégies telles que des campagnes dans les médias et actions de plaidoyers.

Remarque: La plupart des pays ayant des programmes avec des objectifs spécifiques pour réduire les VBG avait également des stratégies pour répondre aux VBG dans d'autres programmes.



Table des matières

Introduction: Pourquoi ce rapport?	03
Pays dans lesquels nous travaillons pour lutter contre les violences basées sur le genre	04
1. Les violences basées sur le genre: un abus au niveau mondial	08
2. Mettre fin aux violences basées sur le genre : l'approche de CARE	12
3. Contribution de CARE à la lutte contre les violences basées sur le genre	16
• La portée des programmes de CARE dans la lutte contre les VBG	17
• Influencer et changer les normes sociales qui tolèrent les violences	22
• Soutenir les survivants grâce à des soins de qualité	29
• Plaider en faveur de politiques visant à mettre fin aux VBG	32
• Répondre à la violence sexiste dans les zones de conflit	33
4. La vision de nos partenaires sur les programmes de CARE	36
5. Les leçons retenues	40
Remarques	43
Méthodologie	44
Remerciements	46
Contacts	46



1: Les violences basées sur le genre: un abus dans le monde entier

Les violences basées sur le genre (VBG) sont l'une des violations des droits humains les plus répandues – et pourtant l'une des moins reconnues – dans le monde. Les VBG comprennent tout acte violent commis sur la base du genre contre la volonté d'une personne (le genre est entendu comme le rôle social traditionnellement réservé aux hommes et femmes).

Bien que les femmes et les filles soient la cible principale des VBG (1), les hommes et jeunes garçons peuvent également en être victimes, en particulier si leurs comportements sont perçus comme non conformes aux normes sociales qui s'appliquent aux hommes.

Les VBG (2) comprennent les abus de type physique, sexuel, psychologique et économique; le trafic; les pratiques telles que l'ablation des organes génitaux féminins, les mariages forcés, et les crimes d'honneur; enfin la violence sexuelle généralisée et l'exploitation durant et après les conflits et les catastrophes naturelles. Sur le long terme, les survivants de ces abus peuvent souffrir de problèmes de santé mentale et physique, ainsi que de problèmes d'exclusion sociale, aggravés par une réduction de leur capacité à maintenir leur indépendance économique.

Les VBG se rencontrent partout, et quel que soit l'âge, le sexe, la religion, la classe sociale ou la caste. L'effrayante réalité est que la violence contre les femmes et les filles est présente dans tous les pays, les maisons, les lieux de travail, les écoles et les communautés (3).

L'impact de ce fléau mondial est de portée considérable. Selon la Banque Mondiale, les VBG, chez les femmes entre 15 et 44 ans, font autant de morts et de malades que le cancer (4). Elle impacte la santé, plus que le paludisme et les accidents de la route confondus. L'Organisation Mondiale de la Santé a reconnu que si nous échouons dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes, beaucoup des objectifs mondiaux d'éradication de la pauvreté seront compromis (5). Les VBG ne sont pas seulement une violation des droits humains, elles ont aussi un coût économique gigantesque. Les recherches menées par la Banque Mondiale montrent que la violence domestique a un impact significatif sur les PIB des pays. Selon des estimations prudentes, la perte de la productivité due à la violence domestique va de 1,2 % du PIB au Brésil et en Tanzanie à 2% du PIB au Chili (6).

En dépit des accords internationaux pour faire face aux problèmes des VBG, il reste beaucoup de pays où elles ne sont pas encore considérées comme un crime. Or c'est essentiel car si les gouvernements ne mettent pas en œuvre les lois et politiques publiques nécessaires contre les VBG, les violences contre les femmes continueront, et les sources de discriminations s'aggraveront.

Les VBG sont souvent cachées et leurs auteurs sont rarement poursuivis en justice. Même dans les pays où la violence à l'égard des femmes est interdite par la loi, de tels actes ont beaucoup de chances de passer inaperçus et de ne pas être dénoncés, puisque la société perçoit les VBG comme acceptables et choisit plutôt de stigmatiser et de blâmer les femmes qui en sont victimes. Le

Au niveau mondial, une femme sur trois est violée, battue, contrainte à voir des rapports sexuels ou abusée au cours de sa vie.

“ La violence domestique existe dans toutes les classes sociales, riches ou pauvres. Elle est partout. ”

Harivokto, 40 ans, Bangladesh



Au Kenya, CARE apporte une aide aux personnes qui ont fui les violences en Somalie. ©CARE/Kate Holt



manque de services de soutien adaptés – en matière de sécurité, santé, aide psychologique, sociale et juridique – empêche également celles et ceux qui ont besoin d’aide de dénoncer les violations et de chercher une assistance.

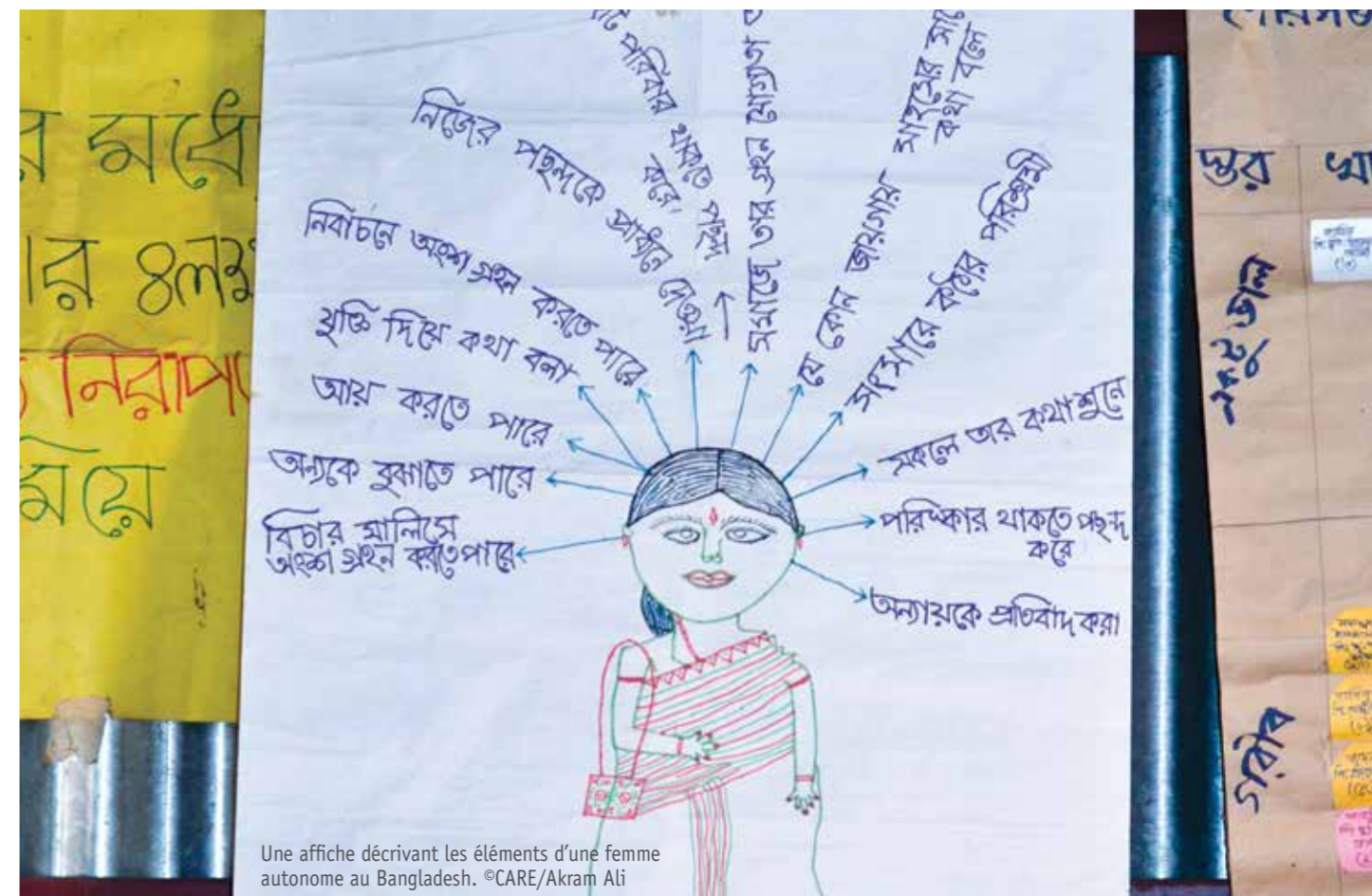
Les VBG limitent l’accès des femmes et des filles aux services de base tels que les services de santé et d’éducation, ainsi que leurs chances d’assurer leurs propres moyens de subsistance et de participer à la vie politique. Les menaces, le harcèlement, la violence physique ou la peur limitent les choix de vie des femmes et des filles.

Ce cycle de violence peut – et doit – changer.

CARE et ses partenaires ont fait de grands progrès dans la lutte contre les VBG, mais il faut encore travailler pour engager les personnes, les communautés et les institutions dans la voie de la prévention de la violence et pouvoir aider les survivants en leur offrant des services adaptés. Nous avons tous un rôle à jouer pour que nous puissions bâtir un monde où chacun pourra vivre et s’épanouir en toute sécurité et sans violence.

“ La violence mène à toujours plus de violence. ”

Jeune fille, Potosí, Bolivie



Une affiche décrivant les éléments d’une femme autonome au Bangladesh. ©CARE/Akram Ali



Mettre fin aux violences basées sur le genre: l'approche de CARE

2:

Lorsqu'il s'agit de lutter contre les VBG, l'un des principaux obstacles est que, dans la plupart des sociétés dans lesquelles CARE travaille, les VBG ne sont pas visibles. Ce sont précisément les normes sociales ancrées qui produisent les VBG qui en font une affaire d'ordre privé, quelque chose dont on ne discute pas en dehors de la famille (ou même souvent à l'intérieur de la famille). Souvent également, cette violence est invisible pour ceux qui la subissent, car elle est intimement liée à la façon dont une personne comprend qui elle est, en tant qu'homme ou femme, et sa place dans la société.

Mettre un terme aux VBG implique un changement social au niveau le plus profond. Il est important de ne pas craindre de dépasser ces normes sociales et culturelles, sans quoi on risque de contribuer à faire perdurer l'invisibilité des violences et de limiter notre capacité de réponse. Il faut partir d'un postulat ferme : les sociétés ne peuvent réclamer un "droit" culturel à la violence envers les femmes, pas plus qu'un droit à l'esclavage ou au génocide. Ceci dit, l'une des grandes leçons tirées de l'expérience acquise par CARE est qu'il est essentiel de s'appropriier localement ce processus de changement. Étant donné que ces questions sont si profondément enracinées dans les traditions sociales et culturelles, les programmes les plus efficaces sont ceux qui sont le plus étroitement en phase avec le contexte local et où les leaders et activistes locaux sont soutenus pour mener à bien ce processus de changement. Il est essentiel de pouvoir compter sur la confiance de la communauté et d'avoir une bonne connaissance du contexte local. Les organisations d'aide internationale comme CARE peuvent être des catalyseurs ; nous avons toutefois appris que la bonne formule pour un changement effectif demande un travail en partenariat avec les communautés. Au lieu de recruter des experts externes, CARE cherche plutôt à développer son expertise à partir du contexte dans lequel elle travaille.

Ces communautés, néanmoins, ne sont pas isolées. Les programmes les plus efficaces sont ceux qui permettent de travailler avec toute une série d'acteurs à différents niveaux de la société. Pour s'attaquer aux racines profondes des VBG, CARE travaille simultanément avec les personnes, les couples et familles, les communautés, les institutions de l'État, en utilisant une combinaison de stratégies préventives et de réponses. Cela suppose de travailler avec les autres à chaque niveau, y compris les agences gouvernementales et les mouvements de la société civile. CARE reconnaît qu'il est fondamental de travailler avec tous les membres des communautés, qu'ils approuvent ou rejettent l'inégalité des genres, la discrimination et la violence. Cela veut dire inviter les hommes et les jeunes garçons, aux côtés des femmes et des jeunes filles, ainsi que les leaders traditionnels et religieux, les fonctionnaires publics et les dirigeants de la société civile, afin qu'ils s'engagent et remettent en cause les croyances sous-jacentes, les attitudes et pratiques qui favorisent la violence. Le travail au niveau de la communauté est ensuite renforcé par la mise à disposition de services d'aide essentiel pour les survivants de VBG, en partenariat avec le gouvernement et la société civile, et cela grâce au développement et à la mise en œuvre de cadres politiques et juridiques adaptés.

“ Qu'est-ce que vous dites ? Que la violence est quelque chose dont on hérite ? Ce n'est pas quelque chose qu'on développe ? Selon notre conduite on peut inspirer de la peur ou de l'amour à quelqu'un. ”

Jeune garçon, Bosnie

“ L'injustice c'est l'injustice, peu importe qui en est l'auteur. ”

Odette, 44 ans, Burundi



CARE apporte une aide aux personnes déplacées par les violences en République démocratique du Congo. ©CARE/Jake Lyell

Près de 20 ans d'expérience en matière de programmes de lutte contre les VBG dans le monde au travers de projets humanitaires ou de développement ont permis de souligner combien il est important d'aborder les causes de la violence à chaque niveau. En conséquence, pour lutter contre les VBG, CARE adopte une approche en trois volets:

- **Influencer et changer les normes sociales qui tolèrent la violence.** CARE, au moyen de multiples stratégies, tels que l'engagement de couples pour aborder le thème de la violence et mobiliser l'action communautaire, cherche à changer les comportements en mettant en cause les normes sociales qui conduisent à perpétuer la violence. Nous nous efforçons surtout de travailler avec les hommes et les garçons afin de les transformer en « champions » du changement – en leur permettant de remettre en cause les normes en matière de genre et de vivre ainsi une vie assise sur de relations plus équilibrées. Nous traitons aussi le thème de l'inégalité en soutenant diverses activités, comme le développement économique, l'éducation, la formation en leadership et dynamique de la vie, ce qui permet d'accroître la capacité des femmes et des filles à reconnaître et à revendiquer leurs droits ainsi que réduire leur vulnérabilité à la violence.
- **Soutenir les survivants par le biais de soins de qualité.** Les partenariats, réseaux entre les divers secteurs intéressés, y compris les services médicaux, psycho-sociaux et juridiques, la police et autres services d'appui, sont la pierre angulaire de la réponse effectivement apportée aux survivants des VBG. CARE travaille avec ses partenaires – en prenant soins de ne pas isoler ni stigmatiser les survivants – dans le but de construire et d'asseoir la capacité des systèmes de support communautaires locaux qui aident à maintenir les survivants hors de portée de la violence domestique, comme par exemple les groupes de surveillance et centres d'hébergement. Parfois, le besoin le plus critique pour les communautés avec lesquelles nous travaillons est de cerner et de faire connaître aux survivants des VBG les services qui sont déjà mis à leur disposition. Dans le cadre des réponses d'urgence, CARE donne la priorité au « Paquet de service initial minimum » (MISP en anglais) portant sur la santé reproductive. Le MISP comprend des mesures de prévention et de réponse à la violence sexuelle.

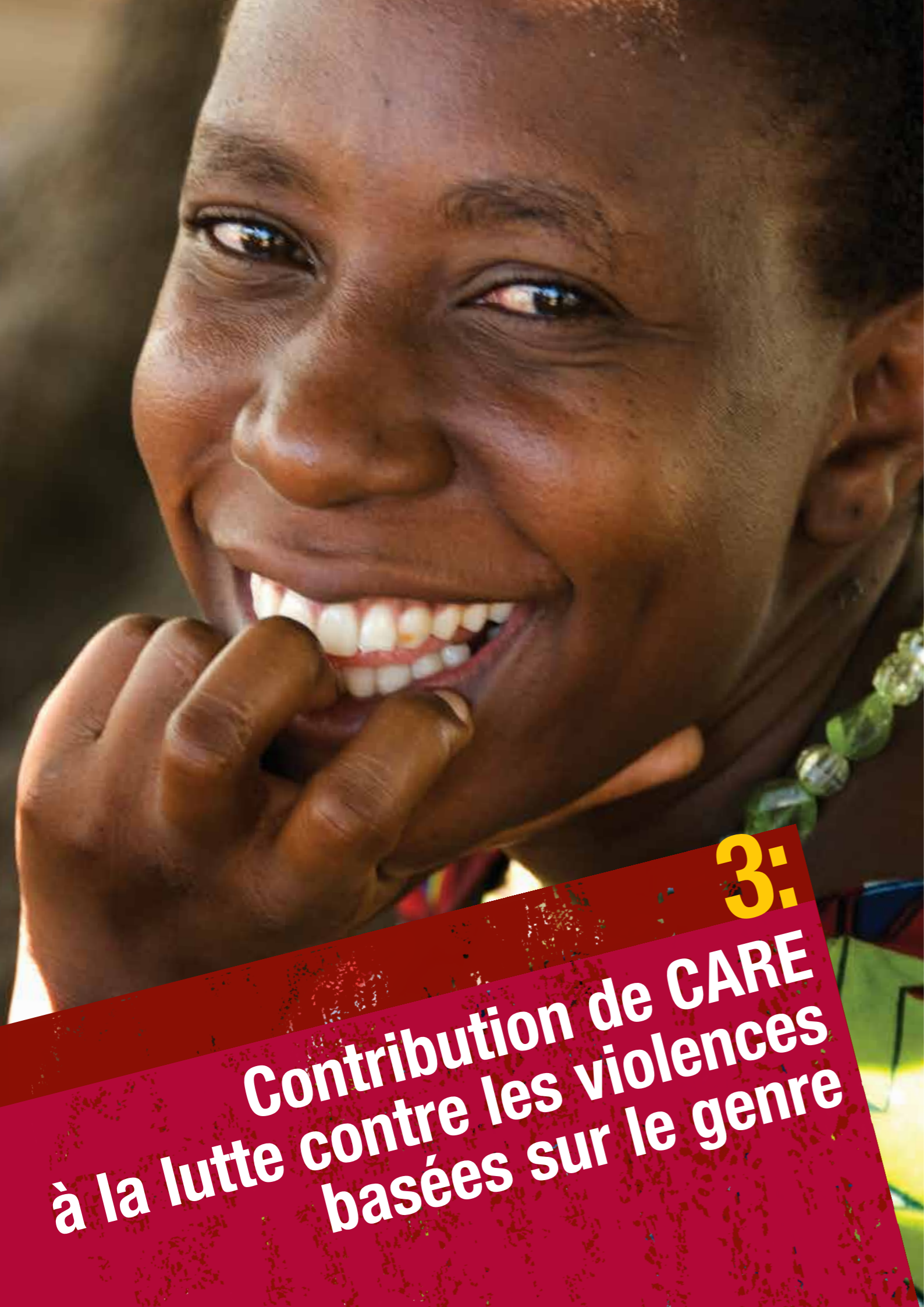


- **Plaider pour des politiques publiques visant à mettre fin aux VBG.** Les politiques et les lois relatives à l'égalité de genres et à la violence domestique jouent un rôle important dans la prévention et la réponse apportée aux VBG. CARE mène des actions de plaidoyer au niveau local, national et international afin de créer, réviser, ou améliorer la mise en œuvre des lois et de politiques destinées à lutter contre les VBG. Il se base avant tout sur les accords internationaux tels que la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité. Notre objectif est à la fois de plaider pour l'adoption de nouvelles lois et politiques et d'assurer qu'elles soient effectivement financées et appliquées. Cette double approche appelle une sensibilisation et mobilisation du public, requiert de faire du lobbying et un suivi de la situation particulière de survivants – et tout ceci aide à son tour à transformer les politiques ainsi que les normes et habitudes culturelles et sociales, conduisant ainsi à favoriser le climat de prévention à l'égard des VBG.

Parallèlement à ces stratégies, CARE conduit régulièrement des recherches et des évaluations afin de mieux comprendre la complexité des causes et les conséquences des VBG. CARE vérifie quelles stratégies sont suivies d'effets afin de réduire la violence et comment ces recherches et évaluations peuvent contribuer à l'amélioration de nos programmes.



CARE soutient les survivants de VBG en République démocratique du Congo. ©CARE/Valenda Campbell



3: Contribution de CARE à la lutte contre les violences basées sur le genre

Depuis une vingtaine d'années, CARE s'intéresse aux causes sous-jacentes des VBG et leurs effets sur les survivants dans les situations de conflit, de crise humanitaire, ainsi que dans des environnements stables. Nous présentons dans ce chapitre les résultats et les impacts de quelques-unes des actions de CARE. En premier lieu, nous démontrons la portée de nos actions à travers le nombre de pays et de projets sur lesquels nous travaillons pour mieux lutter contre les VBG. En second lieu, nous soulignons les principales stratégies, résultats et impacts issus des programmes mis en œuvre par CARE en matière de lutte contre les VBG de 2011 à 2013. Située à la fin de ce rapport, la partie consacrée à la méthodologie fournit plus de détails sur la manière dont nous avons conduit l'analyse.

Evaluer les attitudes et normes sociales autour des VBG, ainsi que l'évolution du nombre réel d'actes de VBG, pose non seulement des problèmes d'ordre méthodologique, mais aussi d'ordre moral. Cette publication marque notre engagement à contribuer à l'identification de solutions et de pistes pour obtenir des données plus précises sur les approches les plus efficaces pour lutter contre les VBG.

La portée des programmes de CARE dans la lutte contre les VBG dans le monde

CARE s'est attaqué aux VBG dans 61 pays. Dans 23 de ces pays, CARE a travaillé directement sur la problématique des VBG et a touché près de 320 000 personnes. Dans ces mêmes pays, CARE a également pu atteindre environ 800 000 personnes grâce à diverses stratégies telles que des actions de plaidoyer et des campagnes dans les médias. Dans les 38 autres pays, les activités en matière de lutte contre les VBG ont été intégrées dans des programmes axés principalement sur d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation et le développement économique. Dans les réponses d'urgence, la priorité de CARE a porté sur le Service Minimum Initial pour la santé reproductive en situations de crise comprenant un volet de prévention et un volet de réponse aux violences sexuelles, entre autres interventions vitales.

Les projets de CARE s'attaquant aux VBG mettent en réseau toute une série de partenaires, comme les organisations communautaires et les ONG, les services médicaux, la police, les services juridiques et les coalitions de plaidoyer. En 2013, la totalité ou la plupart des activités de 68 % des projets luttant contre les VBG dans les pays cibles ont été mises en œuvre avec l'aide de partenaires. Plus de la moitié des projets de CARE dans les pays cibles ont permis d'innover ou de tester de nouvelles stratégies pour enrayer les VBG, et 28 % ont reproduit à plus grande échelle des méthodes innovantes ayant déjà fait leur preuve. Un cinquième des projets menés dans ces pays ont été fortement engagés dans des actions de plaidoyer et 56 % ont participé dans une certaine mesure à des processus de plaidoyer destinés à influencer l'adoption de lois et politiques concernant les VBG.

Relever le défi des VBG en 2013:
les projets de CARE



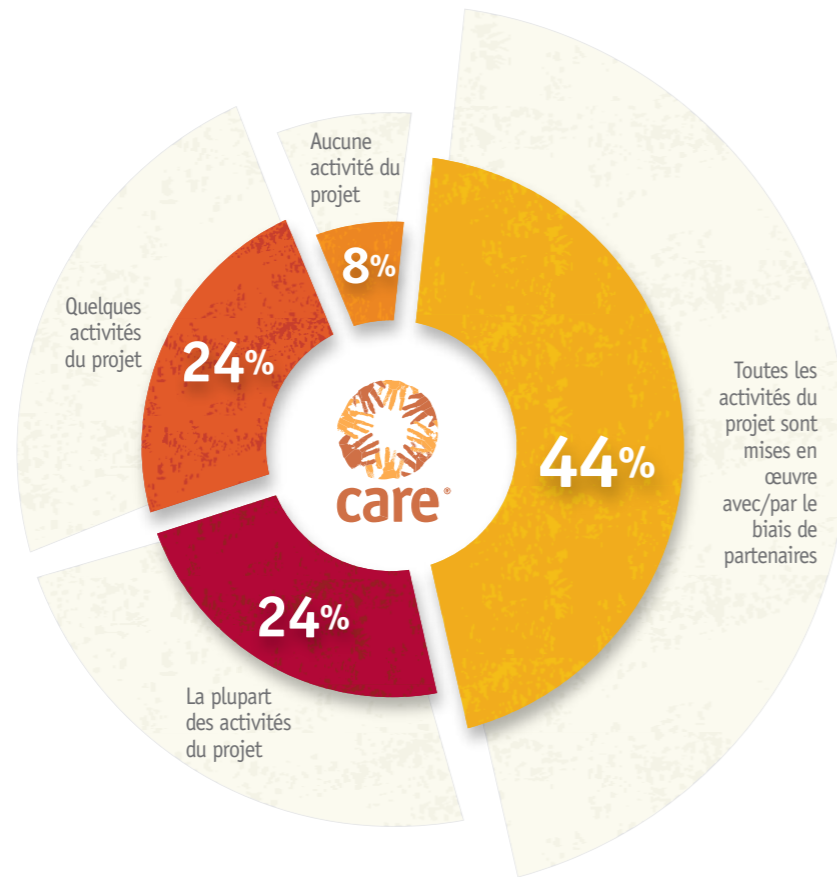
Près de
320 000
participants

ont directement bénéficié des actions de prévention et réponses de CARE.



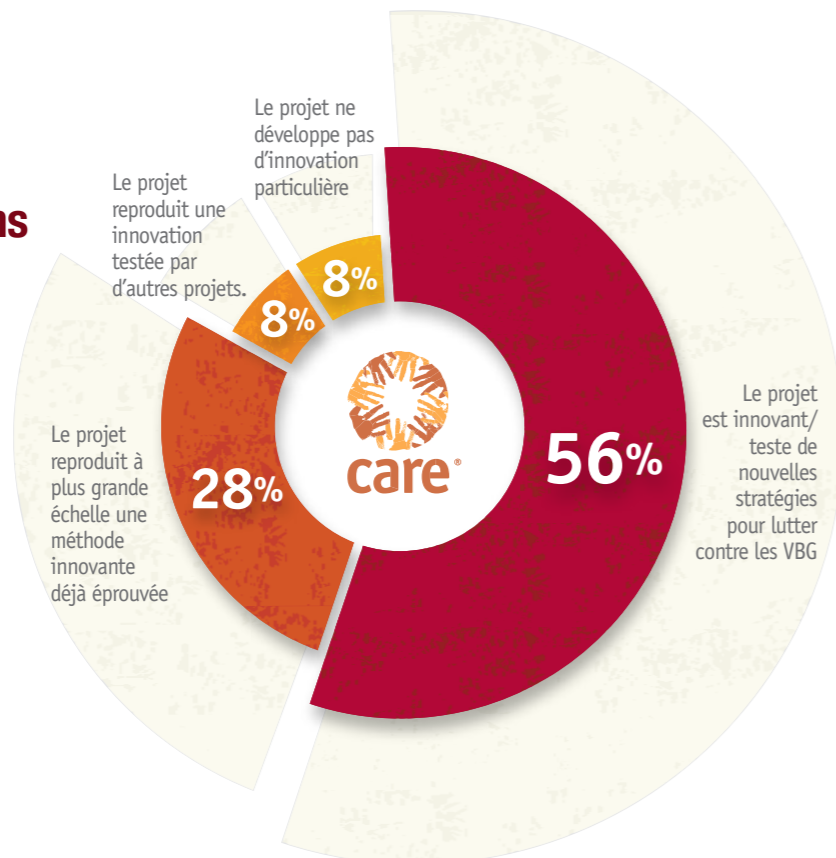
CARE a également atteint quelque
800 000
personnes au travers d'actions de plaidoyer, campagnes dans les médias et autres stratégies.

Le projet est-il conduit avec et/ou par le biais de partenaires?

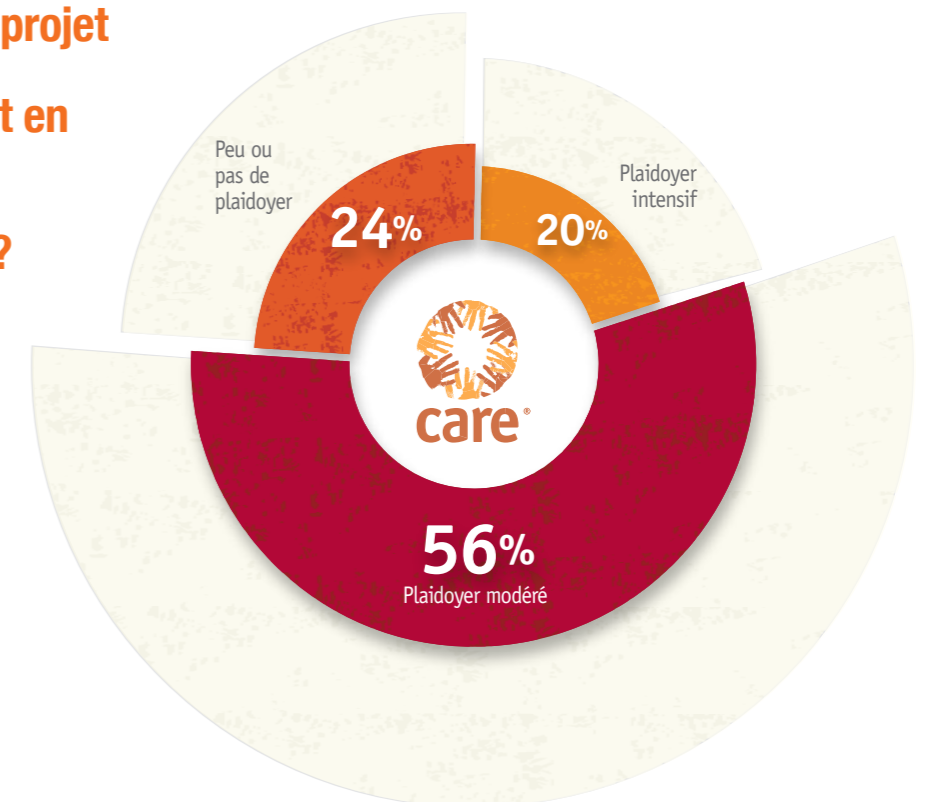


Mobilisation contre les VBG en Ouganda. ©CARE

Dans quelle mesure le projet développe-t-il des innovations pour lutter contre les VBG?



Dans quelle mesure le projet met-il activement en œuvre des actions de plaidoyer ?



Influencer et changer les normes sociales qui tolèrent les violences

CARE s'attaque à l'idée fortement répandue selon laquelle les violences à l'égard des femmes et des filles sont acceptables à travers diverses approches. Il peut s'agir de susciter un changement de perception personnel au niveau de l'individu, d'inviter les couples à aborder ce thème, de former des activistes masculins pour qu'ils deviennent des « champions du changement » et de mobiliser un soutien au niveau de la communauté.

Promouvoir le changement personnel

Conscient du fait que le changement commence sur le plan personnel, CARE travaille à la construction d'une réflexion personnelle et à la réalisation d'activités liées au changement, pratiquement dans tous ses programmes de lutte contre les VBG. Cela se traduit par des ateliers et espaces de formation autour d'une réflexion sur les valeurs, les croyances et les attentes culturelles liées aux rôles et aux responsabilités en matière de genre. Ces opportunités de réflexion personnelle représentent un tremplin pour changer les attitudes et comportements à l'avenir et également former des champions de la lutte contre les VBG.

Dans le district de Barabanki de l'Etat de l'Uttar Pradesh en Inde, CARE a mené des actions pour réduire de 80% le pourcentage de femmes qui pensaient que leur mari avait le droit de les battre.

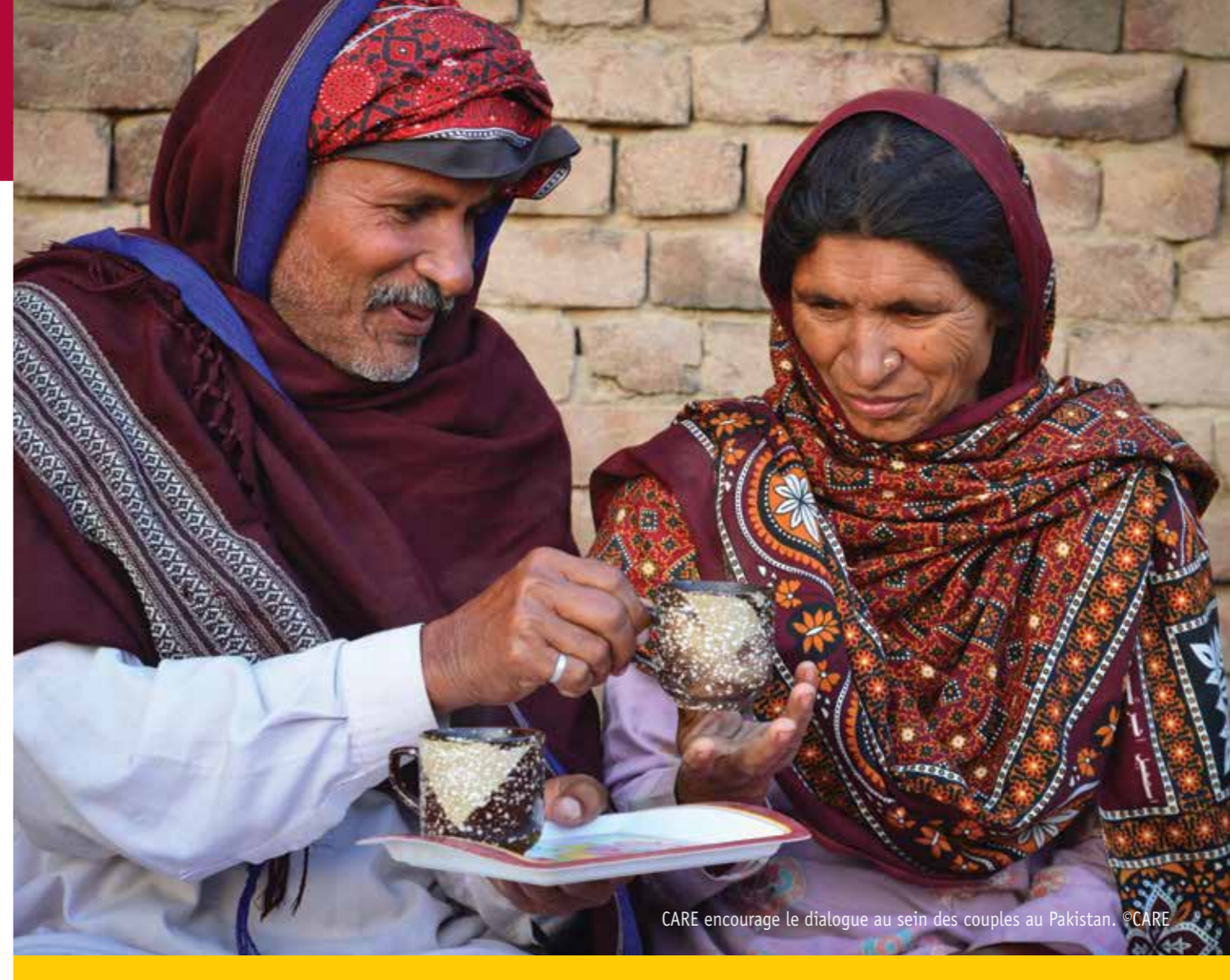
En Zambie, la proportion des femmes qui ont reconnu qu'elles étaient battues par leur mari était une forme de VBG, a augmenté de 50% parmi près de 430 000 femmes.

Inviter les couples à aborder le thème de la violence

Si la réflexion individuelle est essentielle, les hommes et les femmes aspirent souvent à partager leurs pensées les uns avec les autres. CARE travaille avec les hommes et les femmes pour éviter la violence conjugale - la forme la plus commune de VBG dans le monde.

Dans de nombreux projets de CARE, des sessions de dialogue pour les couples permettent d'aborder la question des relations inégales de pouvoir entre hommes et femmes. Une nette amélioration de la communication entre époux contribue à ce que les hommes et les femmes aient une meilleure compréhension des causes profondes des VBG, et à ce que les hommes jouent un rôle plus actif dans les tâches ménagères. Les programmes de CARE en Afrique orientale et occidentale mettent en évidence les « couples modèles » - ceux qui vivent dans des conditions d'égalité - comme un exemple pour les autres couples et la communauté au sens large.

Les programmes de CARE au **Burundi, en Ouganda, au Rwanda** et en **République Démocratique du Congo** ont permis de créer des forums pour qu'hommes et femmes discutent sur les problématiques favorisant les VBG, comme l'alcoolisme, le jeu, la violence domestique et la polygamie. L'exercice consiste à utiliser des récits personnels de changement pour aider les hommes de la communauté à bâtir des relations plus égalitaires et non-violentes avec les femmes et les filles. Dans le cadre de ce type de programmes, un couple ayant choisi de relater son histoire peut « parrainer » cinq autres couples et les aider dans leur cheminement vers une relation dénuée de toute violence. Ces cinq « couples modèles » travailleront à leur tour avec d'autres couples pour créer un effet multiplicateur au sein de la communauté.



CARE encourage le dialogue au sein des couples au Pakistan. ©CARE

La formation des couples porte ses fruits au Rwanda

“ J'ai été violée et abusée par mon mari. Un voisin a suggéré à mon mari que nous assistions à une formation intensive de CARE pour les couples ayant des relations violentes. D'abord assez réticents, nous avons finalement accepté de participer à un atelier de 17 jours. Nous avons appris à travailler sur une base plus égalitaire, à accepter nos erreurs et à essayer de nous comprendre l'un l'autre. Au bout du sixième jour, mon mari m'aidait à faire la cuisine et à laver les enfants à la maison. À la fin de la formation, mon mari avait cessé de m'exploiter économiquement et d'abuser de moi sexuellement. Je me sens complètement changée, j'ai plus d'estime pour moi et j'ai plus de considération pour mon mari et ma famille. Maintenant nous faisons de notre mieux pour devenir des modèles dans la communauté. J'aimerais être plus jeune pour profiter de cette nouvelle vie sans violence. Je souhaite que cette opportunité soit donnée à beaucoup d'autres couples. ”

Marie Claire, 34 ans, Rwanda



Jeunes hommes au Kosovo participant au programme de CARE 'Sois un homme' ('Be a man'). ©CARE/Claudia Adolphs

Le programme d'autonomisation des femmes mené par CARE pendant trois ans dans le district de Churia au centre du **Népal**, a permis de travailler avec les femmes les plus vulnérables et les plus exclues sur le plan social afin d'accroître significativement leur participation dans la prise de décision à tous les niveaux. Les « centres de réflexion » ont constitué des lieux de rencontre utiles aux femmes pour apprendre leurs droits, remettre en cause les discriminations de caste et avoir accès aux informations essentielles. Les femmes se sont davantage épanouies dans cet environnement, en puisant leurs forces dans la solidarité qui s'est établie entre elles. Mais elles nous ont aussi dit que pour acquérir plus d'autonomie, il fallait impliquer les hommes dans le changement. Les hommes se joignent donc aux femmes dans ces centres de réflexion une fois par mois, pour discuter des approches non-violentes en matière de relations intrafamiliales. Ces forums ont permis d'améliorer la compréhension des droits juridiques relatifs aux questions de violences domestiques et de réduire de 30% les violences contre les femmes au sein des foyers.

Pourcentage de femmes qui disent vivre dans des foyers sans violence



Transformer les hommes et garçons en champions du changement

Pour mieux s'attaquer aux VBG, CARE travaille avec les hommes et les garçons. Notre expérience prouve qu'inciter les hommes et les garçons à modifier leurs vues sur la violence – en tant qu'élément de leur masculinité – est essentiel pour parvenir à une plus grande égalité entre femmes et hommes. Ce travail vise à permettre aux hommes et aux garçons de devenir des agents et des activistes du changement, et d'explorer d'autres formes de masculinité basées sur la justice et les droits humains.

CARE travaille avec les hommes et les garçons à travers un large panel de programmes, par exemple en remettant en cause leurs comportements envers les femmes dans plusieurs pays d'Afrique orientale, en travaillant avec les leaders communautaires masculins au Moyen-Orient afin de mettre un terme aux pratiques traditionnelles néfastes telles que le mariage des enfants, et d'investir dans le bien-être des femmes et des filles dans leurs communautés.

Au **Burundi**, CARE et ses partenaires ont appuyé la création au niveau national d'un mouvement d'activistes masculins. Il y a maintenant plus de 1000 hommes activistes appelés 'abatangamuco', ou « ceux qui apportent la lumière là où il y a de l'obscurité ». Ils constituent un mouvement social d'hommes transformés en « champions du changement » et qui n'ont plus recours à la violence. En combinant représentations publiques de théâtre et diffusion de programmes radiophoniques, ils partagent leurs histoires personnelles de changement positif avec l'ensemble de la communauté.

Les VBG constituent encore un énorme obstacle au développement dans les Balkans, en **Croatie, Bosnie-Herzégovine et Serbie**. CARE a intégré dans les programmes scolaires des modules sur les notions d'égalité des genres et de transformation des rapports de genre, comprenant des ateliers dans les écoles, des séminaires et la campagne de sensibilisation « Être un homme ». Le programme encourage les jeunes hommes à réfléchir sur les raisons qui se cachent derrière leurs actes de violence envers les femmes. A travers la campagne « Être un homme », des milliers de jeunes hommes dans les Balkans ont été encouragés à traiter les femmes et les filles comme leur égal. Ce programme intègre aussi une forte composante destinée à lutter contre les violences homophobes. Il a appuyé l'organisation d'une série de conférences nationales réunissant des ministres à Zagreb, Sarajevo et Belgrade. Ces conférences ont permis de sensibiliser sur l'importance de cibler directement les hommes dans les initiatives de prévention des violences et ayant obtenu une attention significative de la part des médias.

Au **Bangladesh**, le programme de CARE a combiné plusieurs stratégies dans le domaine éducatif, de la recherche et du renforcement des capacités, dans le but de transformer le comportement des hommes.

« Avant je la traitais comme une esclave. Je lui donnais des ordres. Cela a totalement changé. Maintenant je comprends ses droits. »

Ebrahim, 19 ans, Egypte

5 635 garçons adolescents dans les Balkans ont dit avoir moins fait usage de violence à l'encontre des femmes et de leurs pairs.

« J'ai beaucoup appris sur moi-même et à quel point j'étais agressif avant. Je ne me bats plus. La violence n'est pas un signe de masculinité. »

Dominik, 17 ans, Croatie

Beaucoup des participants masculins venaient de zones rurales et avaient eu des comportements violents envers leur femme, à la fois physiquement et verbalement. Leurs motifs oscillaient entre la colère et la frustration, le besoin de se sentir plus puissant, et le manque de compréhension de l'impact que la violence pouvait avoir sur leurs femmes et enfants.

“ Les enfants apprennent à être violents s'ils voient de la violence autour d'eux. ”

Suhed, 28 ans, Bangladesh

Le programme a permis de susciter un changement graduel dans le comportement des hommes vis-à-vis de leur femme, la plupart étant capables de contrôler leur niveau d'agressivité. L'expérience a permis de démontrer qu'en impliquant les hommes et garçons en tant que partenaires dans la lutte contre les violences, ils sont mieux à même de comprendre les causes et les coûts des VBG, ainsi que les bénéfices d'une conduite non-violente. Au final, parmi ces hommes, un grand nombre est en mesure de réaliser des changements positifs dans leur vie.

Fier d'être un homme modèle au Népal

Au départ, Sonam n'était pas très à l'aise avec la participation de sa femme aux discussions du centre de réflexion de son village, car seules des femmes étaient impliquées dans le processus. Grâce à l'initiative de CARE d'inciter les hommes à s'impliquer sur les questions d'égalité de genres, la femme de Sonam, Sanju, lui a suggéré qu'il devienne un leader en faveur des droits des femmes – un « homme modèle ». Après un an de formation et de sensibilisation sur le thème de l'égalité hommes-femmes, le comportement de Sonam à l'égard de sa famille s'est amélioré. Contrairement aux normes culturelles locales, il a commencé à appeler son épouse par son nom et à l'aider dans les tâches ménagères. Au fil du temps, il a encouragé 23 hommes à devenir eux-mêmes des « hommes modèles ». Sonam est maintenant un activiste reconnu dans les villages voisins pour son combat en faveur de l'égalité des sexes.

Favoriser une mobilisation communautaire

De l'Éthiopie au Sierra Leone, CARE travaille avec les leaders communautaires et organise des forums pour encourager des discussions à l'échelon local sur la prévention des violences sexuelles et l'impact des traditions néfastes.

CARE a contribué à la réduction de la prévalence des MGF au Sierra Leone, dont le taux est passé de 19% à 10%.

CARE travaille dans un certain nombre de pays ayant une forte prévalence de l'excision (ou MGF, Mutilations Génitales Féminines). Au **Sierra Leone**, CARE a travaillé étroitement avec les leaders communautaires et ceux qui pratiquent l'excision afin d'engager des discussions autour des droits humains dans le contexte local, en remettant en cause les croyances autour des raisons de pratiquer l'excision. Le programme a adopté une approche intergénérationnelle pour s'attaquer aux pratiques culturelles néfastes. Outre la mise en place de statuts locaux pénalisant ceux qui exercent ces pratiques, la méthode de CARE a permis à ces derniers de mettre un terme aux MGF dans leurs communautés.



Au Kenya, CARE apporte une aide aux personnes qui ont fui les violences en Somalie. ©CARE/Kate Holt

De nouveaux horizons pour ses filles

“ C'était une honte pour une fille de ma communauté de ne pas être excisée avant le mariage. Traditionnellement les familles étaient fières de célébrer cette initiation et dépensaient de fortes sommes pour cette cérémonie.

J'ai eu le même parcours que ces jeunes filles. A neuf ans, on m'a retiré de l'école et j'ai été excisée de force. Je n'ai jamais pu retourner à l'école ensuite. J'ai eu mon premier enfant six ans plus tard. En tant que jeune adulte, j'ai commencé à travailler pour 'initier' les filles. Et rapidement j'ai pris la suite de ma tante en tant que principale exciseuse de mon village. J'ai gagné de l'argent et profité du pouvoir qui venait avec. En 2011, j'ai participé à des sessions de formation communautaire organisées par CARE. Nous avons parlé de la douleur physique et des effets psychologiques néfastes que l'excision a sur les femmes et les filles. Nous nous sommes engagées à mettre fin à l'initiation des filles mineures dans notre village. Je suis très heureuse que mon mari ait aussi accepté que nos deux plus jeunes filles ne soient pas excisées. Mes filles vont terminer l'école et peut-être qu'un jour elles deviendront des femmes d'influence dans notre district. ”

Sampa, 38 ans, Sierra Leone



En **Ethiopie**, CARE a travaillé avec des filles qui sont mariées entre 10 et 19 ans afin d'atténuer les effets de ces mariages précoces. Le programme a soutenu plus de 5 000 de ces jeunes filles, en donnant la priorité à celles qui étaient les plus vulnérables aux VBG et à l'excision. Parmi elles, nombreuses étaient celles à avoir un accès limité aux services de base essentiels tels que la santé, l'éducation et à être isolées des réseaux sociaux. CARE a étroitement collaboré avec les membres de la communauté pour mettre en place des réseaux de « gardiens » pour aider les filles. Au sein de ces réseaux, des groupes de soutien dirigés par des filles ont abouti à la création d'espaces sécurisés et solidaires, afin d'encourager le partage des expériences et d'améliorer les connaissances sur la santé reproductive et la génération de revenus. Après avoir participé à ce programme, plus de la moitié des filles se sont dites davantage confiantes pour négocier avec leur mari sur des questions auparavant difficiles, telles que l'utilisation de moyens de contraception et la gestion des finances familiales. Une meilleure communication entre les couples a permis une meilleure compréhension des avantages à retarder l'âge du mariage. Plus de 180 mariages d'enfants ont été évités grâce à l'action des 1 400 membres de la communauté ayant participé à ce programme.

Mariée à l'âge de 8 ans, pourtant elle voulait juste aller à l'école

“ J'ai été mariée à l'âge de 8 ans et j'ai vécu avec ma belle-mère pendant quatre ans. J'ai fui le domicile de mon mari quand j'avais 12 ans, au moment où ma belle-mère a commencé à faire pression sur moi pour que j'aie des relations sexuelles avec lui. Ma famille m'a obligée à retourner chez mon mari deux fois. Une fois j'ai été enlevée et battue par mon beau-frère. J'ai alors entendu parler du groupe de CARE pour les filles mariées et j'ai participé à une formation en affirmation, confiance en soi et relations sociales. Le projet m'a aidé à gagner en confiance pour parler avec les adultes des questions difficiles comme l'utilisation de moyens contraceptifs pour éviter de tomber enceinte après des relations sexuelles violentes. J'ai toujours voulu aller à l'école et CARE m'a donné le courage de demander de l'aide à ma famille. J'ai repris les cours cette année et je suis décidée à obtenir de bonnes notes. ”

Belet, 15 ans, Ethiopie

Soutenir les survivants grâce à des soins de qualité

CARE est conscient du fait que les VBG affectent tous les aspects de la vie des survivants – y compris leur statut juridique et économique, leur santé et bien-être psychologique.

CARE veille à ce que l'aide apportée aux survivants ne soit pas une source de stigmatisation. Pour cela, CARE coordonne un suivi intégré en travaillant avec un éventail de partenaires locaux comme la police et les écoles, aux côtés des services juridiques et médicaux. CARE estime que chaque survivant de VBG mérite de recevoir un soutien complet et confidentiel, comprenant des soins médicaux de qualité, une écoute et un soutien psychosocial, une protection de la police (qui garantit sa sécurité physique), un abri et l'accès à une assistance juridique.

CARE coopère avec une variété de programmes de protection et de prise en charge basés au niveau local pour soutenir les femmes et les enfants. Cela va du soutien fourni aux écoles pour identifier les enfants ayant survécu aux VBG ; de la formation de leaders traditionnels et activistes locaux afin qu'ils puissent offrir une écoute et des conseils et référer vers d'autres services; de la formation de gestionnaires de cas pouvant appuyer les femmes dans leur démarche d'accès aux services et dans leur recherche de soutien psychosocial ; enfin travailler avec l'ensemble des services de santé, de police et de justice et les femmes survivantes, pour assurer l'accès de ces dernières aux soins d'urgence et au soutien juridique dont elles ont besoin.

CARE appuie les survivants de VBG dans leur recherche de moyens de subsistance alternatifs au travers d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit. Au Burundi, Ouganda, Rwanda, et RDC, les personnes ayant survécu aux violences ont trouvé dans les groupes AVEC un espace de solidarité. Ils fournissent également un moyen d'obtenir des opportunités sur le plan économique et de se réintégrer dans la société.

Offrir des services de soutien aux survivants

En **Zambie**, CARE a appuyé des centres de réponse intégrée « one-stop » offrant des services complets aux survivants de VBG dans 7 districts. Situés au sein ou à proximité d'établissements de santé publique, les centres mettent à disposition des services médicaux, juridiques et de santé mentale. Ils servent également d'antenne à la communauté pour les actions de prévention, en assurant une réponse intégrée et coordonnée aux survivants des VBG. CARE a étroitement travaillé avec les leaders traditionnels et d'autres membres de la communauté pour mieux sensibiliser et susciter un changement de comportement à l'égard des VBG. Ainsi, 4 236 leaders locaux, traditionnels et autres, dont 52 % étaient des femmes ont pu être sensibilisés. Devenu un modèle, le programme de CARE a été reproduit à l'échelle nationale par le gouvernement zambien.

Près de 30 000 survivants des VBG au Burundi, Malawi, Népal et Zambie ont bénéficié d'une prise en charge de qualité.

En Zambie, CARE a créé des centres de réponse 'one-stop' dans les établissements de santé qui ont soutenu plus de 18 000 survivants grâce à des services d'aide coordonnés.

Grâce au travail de CARE avec 124 écoles au Malawi, environ 50 000 filles et garçons et plus de 500 membres d'associations parents-enseignants ont défendu une 'tolérance zéro' face aux VBG (harcèlements, abus sexuels, exclusion du milieu scolaire et mariages forcés).

Identifier les victimes des VBG dans les écoles

Au **Malawi**, il existe un risque élevé que les adolescentes scolarisées subissent des abus sexuels de la part des enseignants ou d'autres étudiants. Il peut s'agir de viols, de harcèlements, d'attouchements, et de 'relations amoureuses' avec les enseignants en échange de bonnes notes ou d'argent. Ces abus sont peu dénoncés par les autres enseignants, soit par peur, soit par solidarité entre collègues, ou simplement parce qu'ils ne considèrent pas ces actes comme des abus.

Le programme de CARE dans le centre du **Malawi** a permis de travailler avec les garçons et les filles, les parents et les leaders communautaires, afin de leur faire prendre conscience des problèmes des VBG. Il a aussi soutenu la création et la formation d'associations locales, tels que des comités de gestion scolaire et des groupes de mères qui veillent à l'évolution du comportement des hommes et des garçons, à l'éducation et à la sécurité des filles. Ces groupes de travail locaux contre les VBG ont également apporté un soutien intégré aux victimes et contribué à ce que les auteurs des violences rendent compte de leurs actes.

Dans les écoles, les équipes de CARE ont formé les instituteurs et les directeurs sur le thème du genre, les lois et codes de conduite, et développé une gestion conjointe avec les associations locales tout en favorisant une plus grande responsabilisation des écoles. Nous avons montré aux filles et garçons comment identifier et dénoncer les incidents et abus en utilisant des boîtes pour déposer des plaintes et un système de soutien par les pairs. Un système de référence a été mis en place pour soutenir les enfants ayant été identifiés comme survivants à des abus sexuels, offrant une assistance et des conseils par des professionnels et contribuant à ce que les auteurs de ces abus soient poursuivis.

« Le nombre de viols a réduit. Beaucoup de gens ont peur d'être arrêtés et exposés à la honte publique. Tout le monde connaît les dangers liés au fait d'être violent avec les filles. »

Membre de la direction d'une école, Malawi

Les organisations communautaires ont également permis de créer un environnement « zéro-tolérance » quand les auteurs de ces crimes font l'objet de poursuites publiques. Les recherches ont permis de définir que la peur de la sanction et d'une exposition publique par d'autres enseignants, a conduit à réduire les abus sexuels commis sur les filles. Dans les écoles couvertes par le programme, l'abandon scolaire par les filles, motivé par la peur des VBG, a chuté de 50%.

En **Bolivie**, CARE a soutenu des initiatives scolaires et communautaires pour prévenir les abus sexuels d'élèves. Des « Comités de défense des droits » locaux composés d'enseignants, de parents et d'élèves adolescents ont adopté des stratégies intégrant la formation des enseignants sur la prévention des VBG et des procédures d'orientation pour faire cesser la violence contre les filles. Depuis 2011, les élèves adolescents ont été informés sur les droits sexuels et reproductifs. En outre, le recrutement d'un psychologue spécialisé a aidé à faire baisser les violences dans 10 écoles. Les déclarations d'actes de violence dans les foyers ont diminué de 13 % et les élèves signalent qu'il y a un plus grand recours à la médiation et aux techniques de dialogue.



CARE encourage le dialogue au sein des couples au Pérou. ©CARE/Jessica Wunderlich

Des femmes conseillères au soutien des femmes survivantes

En partenariat avec les organisations locales, CARE au **Burundi** a mis en place un réseau de soutien communautaire pour permettre aux survivants et survivantes de VBG d'avoir accès aux dispositifs de prise en charge de façon rapide et efficace. Le réseau comprend des assistants juridiques, des conseillers et leaders élus, appuyés par des activistes communautaires. Ces activistes jouent un rôle de leadership au niveau local et apportent un soutien direct, juridique, médical et psychologique aux survivants de VBG.

Dans le cadre de ce programme, les travailleurs de santé reçoivent une formation de sensibilisation pour la prise en charge des survivants. La plupart des conseillers qui intègrent ce programme sont des femmes. Cela a encouragé les femmes victimes à demander des soins. Des systèmes d'orientation efficaces sont en place pour permettre aux survivants de VBG de recevoir des soins médicaux d'urgence, y compris un traitement prophylaxie post-exposition dans les 72 heures afin de prévenir une infection au VIH.

L'évaluation menée par CARE et l'équipe du Ministère de la Santé a confirmé le fait que le projet a permis de renforcer les compétences techniques des centres de santé en termes de soutien médical et psychologique des femmes survivantes (en cohérence avec le Protocole National). Les femmes maintenant se sentent mieux informées de leurs droits et savent où s'adresser pour obtenir un soutien. Les dénonciations de VBG ont augmenté.

Au Burundi, 5 040 survivants de violences ont bénéficié de services complets de soutien. Deux tiers des survivants ont été satisfaits par les services fournis par les équipes d'assistance juridique et de santé (jusqu'à 25% de l'étude de base).

« Avant, je battais ma femme pour qu'elle me respecte et m'obéisse. Aujourd'hui, je travaille avec les autorités et la police pour répondre aux signalements de violence. Ma vie est transformée. »

Alexandre, 42 ans, Burundi

Des actions de plaidoyer pour des politiques publiques luttant contre les VBG

Les efforts de CARE ont contribué à l'adoption d'une législation contre les violences domestiques au Bangladesh, Bénin, Bolivie, El Salvador, Ouganda et Zambie.

Au Bénin, une coalition d'ONG de plaidoyer dont CARE a mené une large campagne de sensibilisation contre les VBG : 4 495 formateurs communautaires et mobilisateurs ont été formés, et 740 883 personnes ont été sensibilisées aux VBG et aux droits des femmes. En 2012, une proposition de loi pour lutter contre les VBG a été votée.

Le travail de CARE auprès de certaines des communautés les plus marginalisées dans le monde et son niveau d'expertise en font une organisation référente pour soutenir les organisations de défense des droits des femmes, et les victimes de VBG (hommes et femmes) qui ne sont pas suffisamment représentées. Tant que leurs voix ne seront pas entendues, ces crimes resteront impunis.

La modification des lois et politiques discriminantes peut encourager un changement des attitudes en instaurant un climat de non-tolérance face aux VBG. Par exemple, plaider pour un élargissement de la définition du viol a contribué à mettre fin à l'idée selon laquelle les VBG sont seulement une affaire privée ou de famille. CARE et ses partenaires travaillent avec les gouvernements pour renforcer les politiques contre les VBG et leur mise en place effective au niveau national et international.

Au **Bénin**, CARE a développé la première approche nationale de lutte contre les VBG. CARE a appuyé une coalition nationale composée d'acteurs de la société civile et du secteur public pour faire pression en faveur de l'adoption d'une nouvelle loi contre les VBG. La coalition a réuni les Ministères de la famille et de la solidarité nationale, 46 ONG du Bénin et 85 centres de protection sociale. Son objectif était d'améliorer la réponse nationale aux VBG, notamment par la mise en place de services de prise en charge et une meilleure application des lois. A travers des campagnes de sensibilisation dans les médias, la mobilisation communautaire et des recommandations pour guider les discussions sur les politiques publiques, la campagne a fédéré un large soutien. La coalition a aidé à la rédaction du projet de loi sur les VBG et apporté une contribution à un plan d'action national pour mettre fin à ces violences. La nouvelle loi a été promulguée en 2012. Un processus similaire a eu lieu en Zambie, également appuyé par CARE et ses partenaires, et a conduit au vote de la loi Anti- Violence de Genre en 2011.

Pour mettre en place des actions de plaidoyer efficaces, il faut recueillir de solides informations sur la prévalence et le coût des VBG. Dans divers contextes, CARE a calculé le coût économique et social des violences pour démontrer l'intérêt de mettre en œuvre un changement de politique. Au **Bangladesh**, les recherches menées au niveau communautaire ont montré que la violence domestique avait des répercussions financières sur les personnes, les familles et la société : perte de salaires, augmentation des factures médicales, frais juridiques et dépenses d'hébergement. En 2010, le coût pour l'économie du Bangladesh équivalait à 2,2 % du PIB national ou 12,7% des dépenses du gouvernement. Cette étude a permis de produire une des évaluations les plus complètes au niveau national sur les coûts des VBG dans un pays en développement. Les coûts nationaux ont été calculés à partir des données



Mobilisation pour demander l'élimination des violences sexuelles en Ouganda. ©CARE

institutionnelles du gouvernement et des ONG et grâce aux résultats de sondages menés auprès des familles de victimes. Les conclusions de cette étude ont été utilisées dans le cadre d'actions de plaidoyer au niveau national. Le sondage effectué auprès des familles a également servi de point d'entrée pour la mise en œuvre d'un programme de prévention d'une durée de trois ans.

Répondre aux VBG dans les zones de conflit

Les programmes de CARE fournissent des services de soutien et spécialisés aux populations dans les zones de conflit et post-conflit. Ils comportent des prises en charge médicales et psychologiques des survivants de VBG et la création d'espaces protégés pour les femmes afin qu'elles puissent se remettre du traumatisme causé par ce type de violences.

Avant même le début du conflit actuel, le **Sud du Soudan** était l'un des environnements les plus hostiles au monde pour les filles et les femmes. Les conditions n'ont fait qu'empirer depuis que les combats ont explosé en décembre 2013 : de plus en plus de femmes et même de jeunes filles se prostituent en échange de nourriture ou d'eau. Les parents encouragent leurs filles à se marier jeunes pour recevoir les dots, réduire le nombre de bouches à nourrir et protéger leurs filles des viols et agressions sexuelles. Les violences contre les femmes sont devenues des armes de guerre (7). CARE fournit de la nourriture, de l'eau et dispense des soins de santé à ceux qui ont perdu leur foyer à cause du conflit. La réponse de CARE comprend la conduite de campagne anti-VBG. Des réunions sont organisées dans des écoles et des points de distribution d'eau afin de faciliter le partage de connaissances et entamer un dialogue sur les VBG. En réduisant le silence qui entoure ce problème, CARE est parvenue à limiter certaines des pires manifestations du conflit. CARE demande une hausse des financements et un soutien accru à destination: des services de prise

CARE Kenya conduit des actions de prévention et de réponse aux VBG dans les camps de réfugiés d'Ifo et Dagahaley (240 000 personnes). En 2012, 36 000 personnes victimes de VBG ont été soutenues. Les activités de sensibilisation ont touché 70% de la population adulte de ces camps.

en charge plus efficaces contre les VBG, et de la réalisation d'enquêtes sur les violations des droits humains, y compris les VBG, et l'obligation pour les auteurs de violences à répondre de leurs actes.

En RDC, 80% des 14 400 survivants de violence qui ont bénéficié d'un soutien psycho-social dispensé par CARE se sont estimés satisfaits des services reçus.

La République Démocratique du Congo a l'un des taux de violences sexuelles basées sur le genre les plus élevés du monde. Le viol est utilisé comme une tactique pour terroriser les gens et comme une arme de guerre. Au moins 200 000 cas de violences sexuelles ont été documentés dans ce pays depuis l'année 1996, mais les chiffres réels seraient bien supérieurs (8).

Au cours des dernières années, CARE a mis en place plusieurs programmes en République Démocratique du Congo pour soutenir les survivants des violences sexuelles et basées sur le genre. Les actions mises en œuvre apportent une réponse médicale (pour traiter lésions et blessures, prévenir une infection par le VIH et prendre en charge les grossesses) et mettent à disposition un soutien psychosocial. CARE appuie également la création d'opportunités économiques pour que les victimes de violences sexuelles.

De mauvaises choses continueront d'arriver si nous n'agissons pas

Joël, 38 ans, était instituteur dans l'enseignement primaire. Il est maintenant l'un des 24 000 réfugiés du camp de Lac Vert en République Démocratique du Congo et l'un des 30 éducateurs formés par CARE et ses partenaires.

Joël donne des conseils pratiques aux survivants –hommes et femmes - de violences sexuelles et explique comment éviter de prochaines attaques. Il apporte également des informations sur les soins médicaux disponibles. « Cette semaine, j'ai vu 13 femmes qui ont été violées, 19 qui ont souffert de complications génitales et 2 hommes traumatisés qui avaient besoin de parler à quelqu'un. Ma devise c'est : 'Ne meurs pas, survis'. De mauvaises choses continueront d'arriver si nous n'agissons pas », témoigne-t-il.

Zawadi, 30 ans, est l'une des femmes formées par CARE pour apporter un soutien social et psychologique aux victimes de VBG. Elle les dirige vers les cliniques les plus proches pour qu'elles reçoivent des traitements médicaux.

« Une fois que les femmes savent qu'il existe des services et qu'elles ne doivent pas avoir honte de demander de l'aide, elles viennent dans nos 'maisons pour mères'. Cette tente est devenue un lieu sûr pour les femmes. Cela fait une grande différence dans leur vie. »

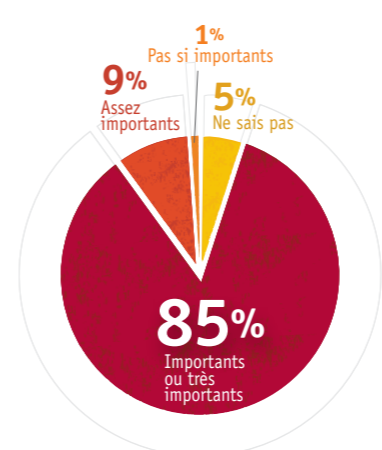




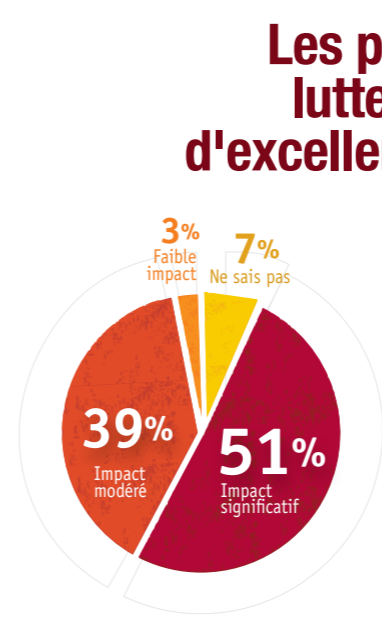
4: La vision de nos partenaires sur les programmes de CARE

Un sondage en ligne a été réalisé en janvier 2014 afin de recueillir les retours de nos partenaires sur l'action de CARE visant à mettre un terme aux VBG. Plus de 100 réponses ont été envoyées par des représentants d'organisations communautaires, d'ONG internationales et nationales, des fonctionnaires de municipalités ou de gouvernements et des institutions de recherche du monde entier. Les trois quarts des personnes sondées travaillaient pour des ONG.

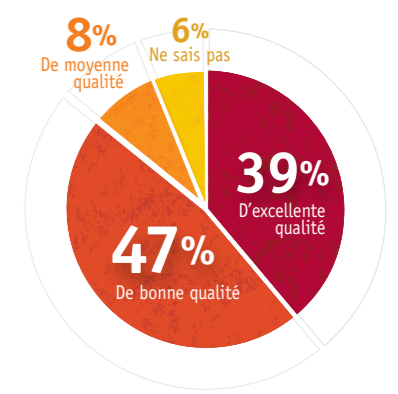
L'étude a permis d'analyser leurs opinions sur l'impact de nos programmes et la qualité de nos relations de partenariat. Près de 40% des personnes ont qualifié les programmes de CARE comme étant d'excellente qualité, et près de la moitié pense qu'ils sont de bonne qualité. Une majorité des réponses obtenues ont décrit les programmes de CARE comme importants ou très importants dans le domaine de la lutte contre les VBG. Plus de la moitié pense que les programmes ont eu un impact significatif. Par contre, près de 40% ont déclaré que l'impact de CARE était modéré, que CARE devrait s'engager davantage dans les actions de plaidoyer et travailler plus étroitement avec les organisations offrant une assistance ou des conseils juridiques aux victimes.



Les programmes de CARE de lutte contre les VBG sont-ils importants ou non pour votre pays ou contexte?



Les programmes de CARE de lutte contre les VBG sont-ils d'excellente, de bonne, moyenne ou mauvaise qualité?

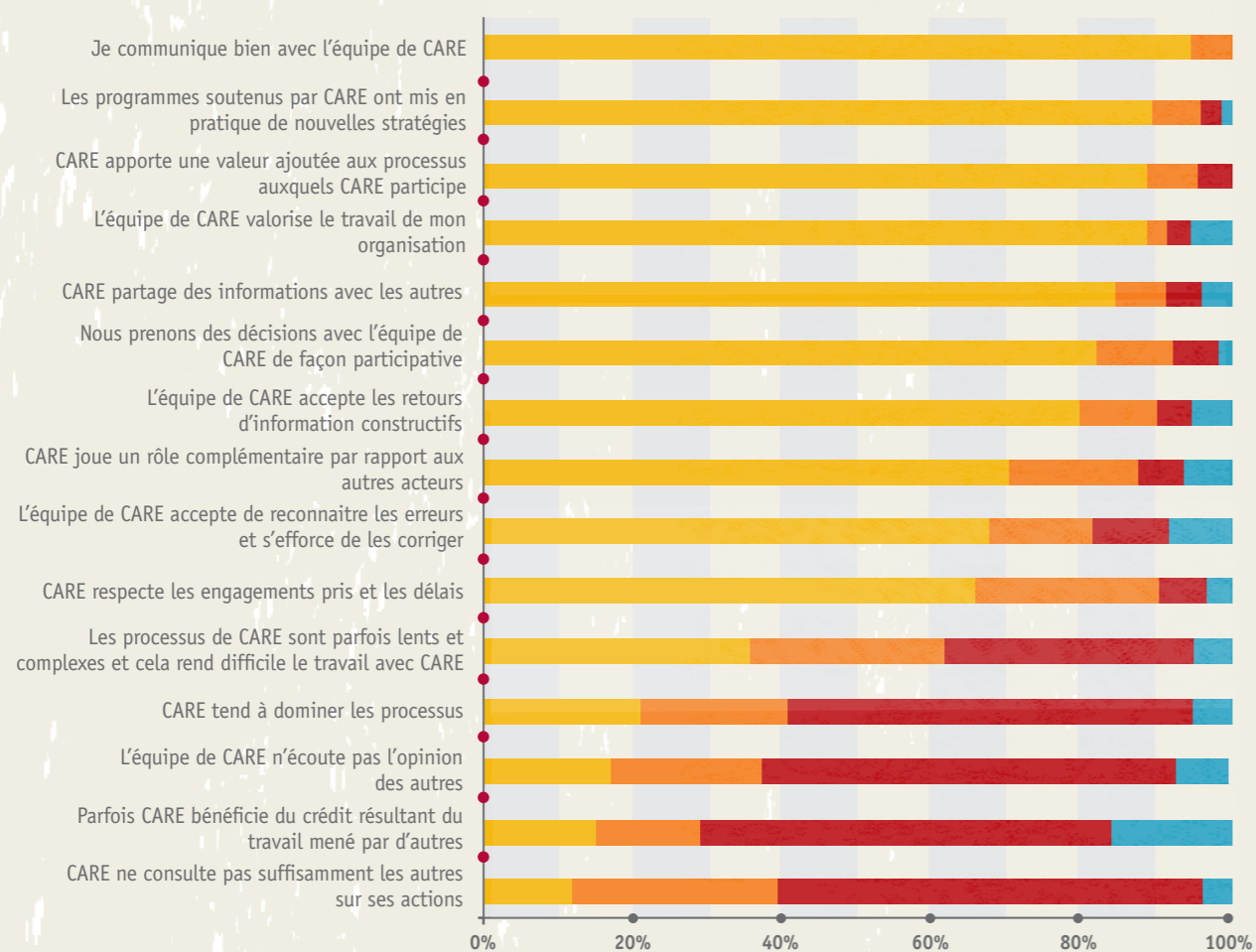


Les programmes soutenus par CARE ont-ils un impact significatif, modéré ou faible?

La plupart de nos partenaires ont qualifié leur relation avec CARE comme importante et bénéfique. Les domaines dans lesquels nous devons encore travailler sont : « écouter plus les opinions des autres », être « plus consultatif et participatif » et « améliorer les processus ».

Opinion des partenaires sur leur relation avec CARE

D'accord ● | Pas d'accord ou désaccord ● | Désaccord ● | Ne sais pas ●



Des activistes demandent l'élimination des violences sexuelles en Ouganda. ©CARE

Ci-dessous se trouvent les suggestions et recommandations de nos partenaires qui nous serviront de base pour la mise en place d'améliorations.

« Utilisez votre expérience pour vous engager plus avant dans les actions de plaidoyer. Vous pouvez avoir un plus grand impact en essayant d'influencer les lois et les politiques! »

« Soutenez les initiatives de lutte contre les VBG portées par les mouvements de femmes. Ils sont des protagonistes importants. Le rôle de CARE est de les aider à être plus entendus. »

« Concentrez-vous plus sur les activités d'autonomisation économique. C'est essentiel pour offrir des options et opportunités aux survivants. »

« Vous devriez consulter plus fréquemment vos partenaires et communiquer plus ouvertement avec eux. Nous devons construire ensemble des propositions. Parfois, vous êtes également trop formels, supprimez un peu de bureaucratie! »



5: Les leçons retenues

CARE a contribué à réduire les VBG par le biais de moyens innovants. Nos programmes ont montré que pour s'attaquer aux causes des VBG, nous devons nous concentrer sur les attitudes et comportements individuels, ainsi que sur l'environnement plus large qui tolère les VBG.

Dans la plupart des cas, nos programmes ont été renforcés par une collaboration avec les gouvernements, d'autres ONG, des organisations locales ainsi que d'autres secteurs de la société. Le sondage effectué par CARE auprès de ses partenaires a confirmé qu'ils reconnaissaient nos apports.

Ce rapport présente cependant une image incomplète de notre travail car plusieurs des documents passés en revue ne contenaient pas suffisamment d'informations sur les contributions de CARE. Nous devons acquérir plus de discipline au moment de documenter nos réussites tout comme nos problèmes. Disposer de données plus solides nous permettra de formuler de meilleures recommandations politiques. CARE veut également encourager un dialogue plus large sur les méthodes d'évaluation de l'impact pour être capable de mieux mesurer la contribution des ONG dans la lutte contre les VBG. C'est d'autant plus important étant donné les défis éthiques et méthodologiques que nous rencontrons pour mesurer l'évolution des comportements à l'égard des VBG et des taux de prévalence de VBG.

Sur la base des conclusions de cette étude, CARE s'engage à suivre les **recommandations et actions** exposées ci-après pour mieux s'attaquer aux VBG:

1. Tous les programmes portant sur les VBG doivent promouvoir la sécurité, la protection et la dignité de toutes les femmes, filles, hommes et garçons affectés par les violences. Ils doivent respecter leurs droits et leurs choix, en protégeant la confidentialité et en assurant qu'ils soient en mesure de donner un consentement éclairé. Une méthode inadaptée d'identification, de ciblage des survivants, de documentation des crimes ou de poursuite de leurs auteurs peut exposer les survivants et leur communauté à un risque accru de représailles, de stigmatisation et/ou autres impacts négatifs.
2. CARE va développer à plus large échelle les approches novatrices qui visent à impliquer les hommes et les garçons dans les stratégies destinées à promouvoir l'égalité des genres et la prévention des VBG. Cela peut être atteint de diverses manières, par exemple en intégrant des enseignements relatifs au genre et aux violences dans les programmes scolaires ou en soutenant des groupes d'hommes engagés et « modèles » afin de promouvoir une identité masculine non-violente.
3. Conformément aux accords internationaux, CARE va promouvoir la redevabilité en matière de prévention et de réponse aux VBG, en soutenant la création de plans d'action nationaux sur les VBG qui intègrent la participation de la société civile (en particulier les organisations et mouvements de femmes) et les personnes affectées. Il est crucial d'établir des objectifs globaux de réduction des VBG, de mesurer les progrès et de promouvoir la redevabilité.
4. CARE poursuivra ses efforts pour faciliter l'accès et le contrôle des femmes sur leurs biens. Les femmes gagnent en confiance lorsqu'il existe des espaces sécurisés au sein desquels elles peuvent interagir avec d'autres femmes sur les problèmes qui affectent leur vie, y compris les VBG. L'autonomisation économique des femmes modifie et complexifie les dynamiques de pouvoir au sein des familles. Les stratégies d'autonomisation

économique des femmes doivent tenir compte de leurs partenaires masculins et des leaders communautaires, pour éviter une réaction contraire à l'effet espéré.

5. CARE soutiendra l'intégration des approches éprouvées en matière de prévention et réponse aux VBG dans ses nouveaux programmes (par exemple dans les domaines de l'éducation, la santé, du développement économique et des réponses d'urgence). L'analyse de CARE a montré que les VBG et les menaces de violence sont courantes dans la plupart des pays dans lesquels nous travaillons. En abordant ces questions de façon constante et sur un plan transversal, CARE contribuera plus efficacement à faire cesser les violences.

CARE et ses partenaires ont avancé à grands pas dans la lutte contre les VBG, mais il reste encore beaucoup à faire pour impliquer davantage les individus, les communautés et les institutions dans la prévention des violences.

Nous réaffirmons notre engagement de lutte contre la pauvreté, l'injustice et la violence.



Au Burundi, CARE travaille avec les hommes pour les impliquer dans la lutte contre les VBG. ©CARE/Valenda Campbell

Notes

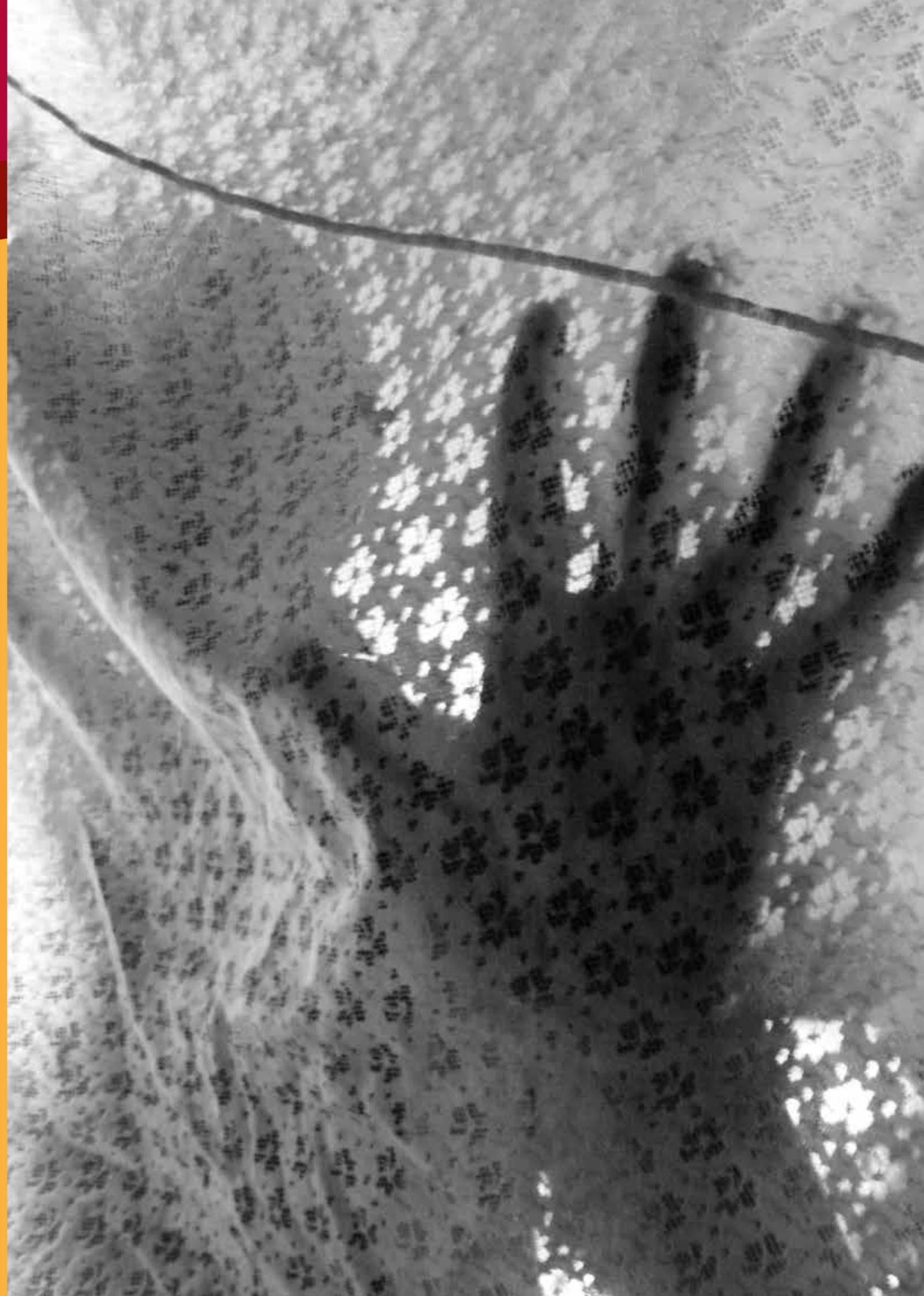
1. Heise, L. et al (1999). Mettre fin à la violence faite aux femmes. Population Reports, Series L, No. 11. Baltimore: Johns Hopkins University School of Public Health, Population Information Program.
2. La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (CEDAW en anglais) n'a pas directement abordé le thème des violences basées sur le genre quand elle a été adoptée en 1979. Néanmoins, la Recommandation Générale No. 19 adoptée par le Comité de la CEDAW en 1992 précise que la discrimination contre les femmes inclut les violences basées sur le genre. Les violences basées sur le genre est définie dans la RG 19 comme "la violence à l'encontre de la femme parce qu'elle est une femme ou affectant les femmes de manière disproportionnée" et "comprend les actes qui infligent des tourments ou des souffrances de nature physique, mentale ou sexuelle, la menace de tels actes, les contraintes et autres privations de liberté." (Recommandation Générale de la CEDAW No. 19)
3. Organisation Mondiale de la Santé (2103). Estimations globales et régionales sur la violence à l'égard des femmes: prévalence et effets sur la santé de la violence conjugale et de la violence sexuelle non conjugale. WHO Press, Genève.
4. Banque Mondiale (1993). Rapport sur le développement mondial 1993: investir dans la santé.
5. Organisation Mondiale de la Santé (2005). Répondre à la violence contre les femmes et atteindre les Objectifs du Millénaire sur le Développement.
6. Duvvury et al (2013). Violence conjugale: coûts économiques et implications sur la croissance et le développement. Le Groupe de la Banque Mondiale. www.worldbank.org/gender/agency
7. CARE International (2014). La fille n'a pas de droits: les violences basées sur le genre au Soudan du Sud. http://www.care-international.org/UploadDocument/files/CARE_The%20Girl%20Has%20No%20Rights_GB%20in%20South%20Sudan.pdf.
8. Lawry, Lynn (2010). Le rapport entre d'une part la violence sexuelle et la violation des droits de l'homme et d'autre part la santé et la santé mentale dans les territoires de l'Est de la République Démocratique du Congo. Groupe de travail inter-agence sur le genre.

Méthodologie

La **méta-analyse des évaluations** des programmes de CARE consacrés à la lutte contre les VBG se base sur des évaluations menées entre le 1er juillet 2011 et le 30 juin 2013. Au cours de cette période, CARE a réalisé 50 évaluations de ses programmes dans le domaine des VBG. L'analyse a porté sur l'impact, les résultats, les succès et les recommandations. Or, certaines des évaluations étudiées décrivaient les activités liées aux projets mais n'analysaient pas les retombées ou les résultats atteints. Une autre difficulté fut la diversité des indicateurs utilisés dans la mesure d'impact des projets. Comme cela est mentionné dans la partie consacrée aux recommandations, il est essentiel que CARE améliore la mesure des retombées de ses projets de lutte contre les VBG. Il est également important que nous communiquions sur les résultats obtenus. Les rapports complets d'évaluation peuvent être consultés: www.careevaluations.org.

CARE a aussi passé en revue ses actions en faveur d'un changement et d'une mise en place de nouvelles politiques publiques. Ce rapport comprend plusieurs exemples de changements de politiques publiques. Pour compléter l'information quantitative, l'étude utilise la méthodologie du **Changement le plus Significatif**, une méthode qualitative qui implique le recueil de témoignages individuels sur les changements obtenus, sur une période de temps spécifique. Pour cette étude, CARE a recueilli 51 histoires de changement, par le biais d'interviews de membres des communautés avec lesquelles nous avons travaillé, des fonctionnaires du gouvernement, des membres des ONG, des participants aux mouvements sociaux et autres parties prenantes. Ce rapport inclut plusieurs histoires individuelles qui illustrent comment CARE a contribué à un changement social.

CARE a aussi mené un **sondage auprès de ses partenaires** afin de mieux comprendre comment ils perçoivent l'action de CARE dans la lutte contre les VBG. Ce sondage en ligne contient 104 réponses (de représentants d'organisations communautaires, d'ONG internationales et nationales, de fonctionnaires de municipalités ou des gouvernements nationaux, d'universitaires et autres membres de centres de recherche). Les résultats de ce sondage sont analysés dans le chapitre 4 de ce rapport.



Remerciements

Rédaction du rapport: Sofia Sprechmann, Kathleen Christie et Marcia Walker

Analyse globale des données: Ximena Echeverría

Analyse des évaluations des VBG: Helene Aall Henriksen, Elizabeth Brezovich, Ximena Echeverría, Nidal Karim, George Kurian, Aurelie Léroyer, Andrea Lindores, Alka Pathak et Sofia Sprechmann

Révision du rapport: Doris Bartel, Elizabeth Brezovich, Allison Burden, Jay Goulden, Laura Hill, Andrea Lindores et Leigh Stefanik

Conception: Fernanda Mena, Zonacuario

Photos: Claudia Adolphs (page 24), Akram Ali (page 11, couverture), Valenda Campbell (couverture, pages 7, 8, 9, 12, 15, 29, 37, 40, 42, 47), CARE (6, 11, 13, 16, 17, 19, 21, 23, 33, 39, 45), Kate Holt (pages 10, 27, 35), Jake Lyell (pages 3, 14, 36), Anomaa Rajakurna (page 2) et Jessica Wunderlich (page 31)

Secrétariat de CARE International

Siège:

Chemin de Balexert 7-9
1219 Chatelaine, Genève
Suisse

Tel: +41 22 795 10 20
Fax: +41 22 795 10 29
cisecretariat@careinternational.org
www.care-international.org

Membres de CARE International:

CARE Australia
www.care.org.au

CARE Canada
www.care.ca

CARE Danmark
www.care.dk

**CARE
Deutschland-Luxemburg**
www.care.de

CARE France
www.carefrance.org

CARE India
www.careindia.org

CARE International Japan
www.careintjp.org

CARE Nederland
www.carenederland.org

CARE Norge
www.care.no

CARE Österreich
www.care.at

**Raks Thai Foundation
(CARE Thailand)**
www.raksthai.org

CARE International UK
www.careinternational.org.uk

CARE USA
www.care.org

Membre affilié de CARE: CARE Perú
www.careenperu.org





care®